



## **Retour sur le déroulement du référendum d'auto-détermination au Soudan et la conduite d'une mission institutionnelle co-organisée par le CCFD – Terre Solidaire et le Secours Catholique – Caritas France**

Paris, le 23 mars 2011

Contre toute attente et dans un calme avéré sur l'ensemble du territoire soudanais si l'on excepte la région d'Abyei<sup>1</sup>, le référendum d'auto-détermination du Sud-Soudan s'est déroulé du 9 au 15 janvier 2011 conformément aux dispositions du Comprehensive Peace Agreement signé en 2005<sup>2</sup>.

Les résultats sont sans appel : 98,3% des Sud-Soudanais (qu'ils vivent au Sud-Soudan, à Khartoum ou soient issus de la diaspora) ont voté pour l'indépendance de la région autonome. Ce n'est une surprise pour personne. De longue date, tous les spécialistes de la zone savaient que le vote en faveur de la sécession serait massif.

En revanche, ce qui est plus surprenant est la volonté partagée qu'ont eue gouvernants du Nord comme du Sud de mettre sur pied ce processus comme de gérer les problématiques qui ne trouvent pas d'issues depuis 2005. En effet, la mise en place concrète du scrutin a accéléré les processus de négociation sur les débats non tranchés jusque-là (tracé des frontières, partage des ressources pétrolières, question de la nationalité, des déplacés à Khartoum, etc.) et une dynamique positive de règlement par le truchement de discussions politiques s'est mise en place pendant et à l'issue du déroulement du vote (même si depuis quelques jours, les propos tenus par les gouvernants du Sud sont moins positifs qu'il y a quelques semaines<sup>3</sup>).

Pour les Nord-Soudanais comme pour les Sud-Soudanais c'est le gage d'une résolution qui ne passera pas par le recours à la violence comme les événements des derniers mois auraient pu le laisser présager et notamment, les déclarations parfois belliqueuses des tenants du pouvoir à Khartoum comme à Juba. La pression de la diplomatie internationale, comme celle des organisations de la société civile nord et sud-soudanaise sur les deux gouvernements a sûrement joué à cet égard un rôle prépondérant. Celles-ci n'ont pas relâché leur étreinte depuis les élections d'avril 2010 et ont encouragé et soutenu les commissions qui ont travaillé

---

<sup>1</sup> La région d'Abyei devait initialement tenir, aux mêmes dates, un référendum qui devait permettre aux populations de statuer sur le rattachement à l'un ou l'autre des deux pays. Ce référendum n'a pas pu être maintenu, notamment parce qu'il s'agit d'une région très pétrolière qui attise les convoitises des deux gouvernements. Les relations entre populations missiriya (pro-nordistes) et dinka (pro-sudistes) ont dégénéré suite à l'annonce de l'annulation du scrutin. Les affrontements auraient fait plus de 70 victimes.

<sup>2</sup> Le Comprehensive Peace Agreement, plus connu sous le nom de CPA et ratifié en 2005 par les autorités Nord et Sud-Soudanaises, est l'accord de paix qui a permis d'aboutir à l'organisation du vote d'auto-détermination.

<sup>3</sup> Depuis une semaine maintenant, les dirigeants du SPLM sud-soudanais ont interrompu les négociations en accusant notamment le gouvernement du Nord d'armer des milices à la frontière pour attaquer les positions de l'armée sudiste et déstabiliser le pouvoir à Juba.

sans relâche sur le règlement des composantes « techniques » de la séparation, comme maintenu le dialogue sur ces questions dans l'espace public.

Si aujourd'hui, les Sud-Soudanais fêtent leur victoire, les Nord-Soudanais restent quelque peu abasourdis et inquiets quant à l'avenir. Le droit à l'auto-détermination est une victoire après 25 ans de lutte pour la liberté, ceci étant et au-delà de la bonne tenue du processus, la naissance de cette nouvelle nation ne va pas aller de soi et beaucoup de spécialistes de commenter ainsi l'événement : « c'est maintenant que le vrai travail commence »<sup>4</sup>. Dans le même temps, au Nord-Soudan, « l'après » est dans tous les esprits : la monnaie a d'ors et déjà était dévaluée pour faire face à la perte de production pétrolière, les prix des denrées de première nécessité ont augmenté concomitamment. Les Nord-Soudanais sont également inquiets de voir progresser l'application de la Charia comme promis par le Président Al-Bashir en cas de séparation et par là-même, de voir se restreindre les libertés individuelles qui sont déjà bien mises à mal par ce gouvernement depuis le début des années 1990. Les jeunes, suite aux mouvements sociaux en Tunisie et en Egypte, ont depuis le 30 janvier, commencé à manifester dans les rues de Khartoum et de quelques grandes villes du pays mais ces manifestations ont été réprimées avec beaucoup de violence par les autorités et sont très embryonnaires.

Ce sont des défis d'une importance aussi grande que le respect de l'accord de paix qui attendent aujourd'hui les Nord et les Sud-Soudanais, les mois qui viennent sont cruciaux : le Sud-Soudan ne sera indépendant que le 9 juillet 2011 lorsque toutes les négociations liées au partage seront achevées. D'ici là c'est donc aux organisations de société civile qu'il incombe de mobiliser à l'échelle nationale comme – relayés en cela par leurs partenaires du Nord – de maintenir la pression sur les gouvernements étrangers pour que (re)naissent deux Nations, respectueuses des populations qui en font leur essence et de dessiner les contours de sociétés où la pluralité de pensée et d'agir ne sera pas une énième fois bafouée.

Dans cette perspective et malgré les violences constatées ces dernières semaines sur la zone frontalière à Abyei comme dans les Etats de l'Upper Nile et du Blue Nile, le CCFD – Terre Solidaire, le Secours Catholique Caritas France et leurs partenaires du Nord et du Sud-Soudan (l'Archevêché de Khartoum, ACORD Nord-Soudan et le Diocèse de Torit au Sud-Soudan) ont co-organisé et mené une mission institutionnelle de haut-niveau dans les deux pays du 24 février au 4 mars 2011. L'objectif était bien de sensibiliser hommes politiques et membres éminents des différentes communautés religieuses en France, et présentes au Soudan, aux enjeux post-référendaires c'est-à-dire aux défis colossaux qui attendent les deux pays aujourd'hui quasi-séparés.

Au Nord, grâce à l'appui de l'Archevêché de Khartoum comme de notre partenaire ACORD Nord-Soudan – qui travaille dans le champ de la justice sociale en appuyant des programmes d'éducation et de sensibilisation aux droits (et surtout aux droits des femmes), de prévention du VIH-Sida et au renforcement des capacités des communautés locales dans les faubourgs et camps de réfugiés de Khartoum et à l'Est du Nord-Soudan – la délégation a pu rencontrer et s'entretenir avec les instances dirigeantes politiques comme religieuses, les organisations de la société civile qui travaillent dans le champ politique tant au règlement des questions post-référendaires Nord/Sud qu'aux conflits internes latents ou ouverts (Darfour/Front de l'Est) et les membres de la diplomatie étrangère présente au Nord (Ambassade de France/Nonciature apostolique).

---

<sup>4</sup> Zach Vertin, Sudan Analyst, International Crisis Group, 2011.

Au Sud, le CCFD – Terre Solidaire et le Secours Catholique ont un partenaire conjoint, le Diocèse de Torit (CDOT), qui a largement aidé nos deux organisations à préparer au mieux rencontres et visites de terrain pour les membres de la délégation. Le CDOT est engagé dans de nombreux domaines car il est le seul opérateur de projets de développement de l'Eastern Equatoria State<sup>5</sup>. Avec l'appui du CCFD – Terre Solidaire, le Diocèse mène notamment un vaste programme de prévention des pandémies animales grâce à des campagnes de vaccinations, l'approvisionnement de pharmacies relais et la formation d'assistants vétérinaires au sein des communautés pastorales nomades qui sont majoritaires à l'Est de cet Etat. Ce travail très ancré dans les communautés de base a permis à la délégation – au-delà des rencontres avec les autorités du Sud-Soudan (GoSS<sup>6</sup>) et les instances étrangères présentes à Juba (UNMIS-OCHA<sup>7</sup>, Consulat général de France) – de se rendre dans un village sud-soudanais afin de mieux appréhender les réalités de la vie quotidienne des populations locales qui, pour beaucoup, ont été déplacées ou un temps réfugiées au Kenya ou en Ouganda et qui tentent maintenant, dans un climat de paix retrouvé, de reconstruire leur vie dans leur pays maintenant indépendant.

Ont participé à cette aventure :

**Guy Aurenche**, *Président du CCFD-Terre Solidaire*

**Christian Bonnet**, *Secrétaire général du Service protestant de mission – Fédération protestante de France*

**Xavier Breton**, *Député de l'Ain, membre du Groupe d'amitié France-Soudan*

**Mgr Michel Dubost**, *Evêque d'Evry, Président de la Commission Justice et Paix*

**Mgr Bernard Housset**, *Evêque de La Rochelle et Saintes, Président du Conseil pour la Solidarité,*

**Jean-Pierre Kucheida**, *Député du Pas-de-Calais, membre de la Commission des affaires étrangères et du Groupe d'amitié France-Soudan*

**Pr Mohamed Fadhel Lafi**, *enseignant-chercheur, Institut Al Ghâzali, Grande Mosquée de Paris*

**François Soulage**, *Président du Secours Catholique-Caritas France*

**Franck Prével**, *photo-reporter, agence CIRIC*

**Olivier Tallès**, *Journaliste à La Croix.*

Et des membres des services Afrique et Actions et Plaidoyer Internationaux du CCFD – Terre Solidaire et du Secours Catholique – Caritas France.

---

<sup>5</sup> L'Eastern Equatoria State est un Etat qui couvre toute la partie Sud-Est du Sud-Soudan et est frontalier de l'Ethiopie, du Kenya et de l'Ouganda. Sa superficie est de 80.000 Km<sup>2</sup> soit 15 % du territoire français !

<sup>6</sup> GoSS : Government of Southern-Sudan.

<sup>7</sup> UNMIS : Mission des Nations Unies de maintien de la paix au Soudan ; OCHA : Organisation des Nations Unies qui a en charge la coordination des affaires humanitaires.



*La délégation en compagnie de notre partenaire conjoint (CCFD -TS / Secours Catholique) le Diocèse de Torit à l'aéroport de Torit. Crédit Photos Franck Prével/Agence CIRIC.*

### **Questions d'avenir pour le Nord et le Sud-Soudan.**

Au travers de leurs différentes publications disponibles en suivant les liens ci-après, les membres de la délégation ont montré tout l'intérêt qu'il y a pour nous, organisations de la société civile française, à alerter, sensibiliser nos dirigeants politiques et représentants religieux et continuer à construire des partenariats solides avec les organisations des sociétés civiles Nord comme Sud-Soudanaises.

Plus que jamais, dans ces circonstances, il est essentiel de remplir le mandat qu'est celui du CCFD – Terre Solidaire : soutenir nos partenaires du Sud et de l'Est et éduquer ici sur les conditions dans lesquelles travaillent et luttent chaque jour nos homologues soudanais.

Mathilde Beuriot, Chargée d'études Sociétés Civiles d'Afrique.  
Direction du Partenariat International.

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/03/17/soudan-le-temps-des-responsabilites\\_1493728\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/03/17/soudan-le-temps-des-responsabilites_1493728_3232.html)

<http://evry.catholique.fr/Voyage-au-Soudan>

[http://www.defap.fr/article.php?id\\_article=1205](http://www.defap.fr/article.php?id_article=1205)

<http://www.reforme.net/journal/03102011-3407/actualites/monde/avenir-soudanais>

<http://www.la-croix.com/Le-conflit-d-Abeyi-menace-la-paix-entre-les-deux-Soudans/article/2458402/4077>

*(A lire également dans La Croix un dossier spécial Soudan le 2 avril 2011)*



*Visite de la délégation à Isohe où notre partenaire conjoint le Diocèse de Torit (CDOT) met en œuvre des programmes d'accès à la santé et à l'éducation. Crédit Photos Franck Prével/Agence CIRIC.*